

# Le Centenaire de la Première Guerre mondiale en Grande-Bretagne<sup>1</sup>



**Par Fabrice Bensimon, Professeur à l'Université de Paris-Sorbonne**

## **Le programme des manifestations**

Comme en France, le Centenaire a pris en Grande-Bretagne la forme de très nombreuses manifestations locales : expositions, rencontres, lectures – plus de 2330 événements, selon le décompte du site 1914.org. Sans créer une « Mission du Centenaire », le gouvernement, en accord avec la famille royale, a chargé le ministère de la culture, des médias et des sports, dirigé par les conservateurs Maria Miller (jusqu'en avril 2014), Sajid Javid (avril 2014-mai 2015) puis John Whittingdale (depuis mai 2015), d'organiser les commémorations, avec le conseil d'une panel composé de différentes personnalités, militaires et politiques plutôt qu'historiens. Le gouvernement a travaillé en liaison avec différents organismes : le Imperial War Museum, initialement construit en 1917 pour collecter les objets du conflit, et qui administre plusieurs sites à Londres ainsi qu'à Manchester et à Duxworth (Cambridgeshire) et qui abrite également un important centre d'archives dans la capitale ; le Commonwealth War Graves Commission, une institution également héritée de l'époque impériale, qui gère les cimetières et sépultures de quelque 1,7 million de soldats du Royaume-Uni, de l'Empire et du Commonwealth à travers le monde ; enfin, le Heritage Lottery Fund a assuré le financement de nombreux projets (expositions, mémoriaux, etc.). Depuis les années Thatcher, cet organisme, financé par les recettes de la loterie, est censé pallier le désengagement de l'État dans de nombreux domaines. En l'occurrence, il a effectivement financé la plupart des projets, le gouvernement lui-même n'assurant que très peu de financements ; comme l'a noté Edward M. Spiers, le gouvernement australien a engagé plus d'argent que son homologue britannique pour le Centenaire<sup>2</sup>.

Six dates de commémoration ont été retenues en particulier, avec des lieux variés : 4 août 2014 (Glasgow, Londres, Belgique) ; 25 avril 2015 (commémoration de la campagne de Gallipoli) ; 31 mai ou 1<sup>er</sup> juin 2016 (bataille du Jutland et guerre navale) ; 1<sup>er</sup> juillet 2016 (à Thiepval, pour la bataille de la Somme) ; 31 juillet 2016 (début de la 3<sup>e</sup> bataille d'Ypres, au Tyne Cot Memorial à Ypres) ; 11 novembre 2018 (armistice). Parmi ces dates, trois temps forts ont en particulier été prévus par le gouvernement britannique : août 2014 ; juillet 2016 (bataille de la Somme), novembre 2018.

Que retiendront les Britanniques de cette première année commémorative ? Sans doute le clou en a été l'installation temporaire « *Blood Swept Lands and Seas of Red* » (« Des terres noyées de sang

---

<sup>1</sup> Ce texte a bénéficié des relectures de Laurent Colantonio, Franziska Heimbürger, Nicolas Offenstadt et Cyril Pearce, ainsi que d'informations fournies par Krisztina Robert ; qu'ils en soient remerciés ici.

<sup>2</sup> Edward M. Spiers, "The British Centennial Commemoration of the First World War", *Comillars Journal of International Relations*, 2015, vol. 2, p. 6.

et des mers de rouge ») des artistes Paul Cummins et Tom Piper, du 5 août au 11 novembre, sur la pelouse de la Tour de Londres. Des milliers de bénévoles y ont planté 888 246 coquelicots en céramique. S'il est difficile de préciser l'affluence à cette installation mémorielle, le chiffre de quatre millions de visiteurs a été avancé. Pour le gouvernement et la famille royale, cette réussite allait dans le sens politique, nationaliste voire empreint de nostalgie impériale, qu'ils voulaient donner au Centenaire. Après le duc et de la duchesse de Cambridge (William, officier de la Royal Air Force, et son épouse Kate) en août, la Reine elle-même et le prince Philip y sont allés d'une visite en novembre, tout comme le Premier ministre David Cameron, qui a salué ce « projet extraordinaire » lors d'un bref débat à la Chambre des communes sur le sujet. Les coquelicots ont été vendus au profit d'organisations caritatives militaires et, quoique de façon moins médiatisée, d'investisseurs avertis. Bien que cette installation ait été un indéniable succès populaire – la station de métro qui dessert la Tour de Londres devant être fermée pour éviter les bousculades – elle a aussi été largement critiquée. Renvoyant à Otto Dix, le critique d'art du journal *The Guardian* Jonathan Jones a expliqué que les trop jolis coquelicots occultaient les horreurs de la guerre : « La pelouse de la Tour devrait être couverte de fils barbelés et d'ossements. »<sup>3</sup>

A l'origine, le symbole du coquelicot fut inspiré par le poème du Canadien John McCrae "In Flanders Fields" ("In Flanders Fields the poppies blow / Between the crosses, row on row... ", 1915). Mais en Grande-Bretagne, ce fut le maréchal Douglas Haig, un des principaux chefs militaires britanniques, qui en fit en 1921 le symbole commémoratif de la Grande Guerre, qu'il est depuis au Royaume-Uni et dans d'autres pays anglophones. Le port de coquelicots en papier est devenu depuis quelques années un enjeu politique significatif. En effet, comme le rappelle justement John Mullen, la guerre d'Irak a fait l'objet d'une vaste opposition populaire en 2003. Vendus au profit de la Royal British Legion, une association fondée par Haig, pour les soldats et les anciens combattants, les coquelicots sont une façon « humanitaire » d'associer la population aux expéditions militaires britanniques, en Irak, en Afghanistan et ailleurs. Il ne s'agit pas de défendre la guerre, mais de soutenir des soldats, dans un esprit patriotique. Il est désormais d'usage de porter un « coquelicot du souvenir » dans les semaines qui précèdent le 11 novembre. Et les pressions ne manquent pas pour que celles et ceux qui ne sont pas jugés comme tout à fait intégrés à la communauté nationale en portent un<sup>4</sup>.

---

<sup>3</sup> "The Tower of London poppies are fake, trite and inward-looking – a Ukip-style memorial", *The Guardian*, 28 octobre 2015.

<sup>4</sup> John Mullen, « Experiences and contradictions », *Revue française de civilisation britannique* [En ligne], XX-1, 2015, consultation le 2 juillet 2015. <http://rfcb.revues.org/307>



Comme plusieurs autres membres de la famille royale, la Reine s'est rendue à l'installation de la Tour de Londres.

L'installation de la Tour de Londres ne commémorait la guerre que comme une tragédie nationale, ce que reflète le nombre de morts retenu – 888 246, soit un pour chaque mort de l'Empire. Ce choix s'exprime plus largement dans le discours public en général. Il reflète des choix politiques, pour lesquels les autorités britanniques ont parfois été encore plus chauvines ou empreintes de nostalgie impériale dans leurs commémorations, que ne l'ont été les autorités françaises ou allemandes. Le gouvernement Cameron a voulu qu'il en soit ainsi, comme il l'avait annoncé dans un discours programmatique prononcé le 11 octobre 2012, après avoir jusqu'alors surtout valorisé les Jeux Olympiques et le jubilé de diamant d'Élisabeth II en 2012<sup>5</sup>. Ainsi, irrité par les drapeaux de l'Union européenne lors des cérémonies du 6 juin 2014 en Normandie, le gouvernement britannique a demandé à la France d'éviter de tels déploiements le 11 novembre 2014. Lors de cette commémoration officielle, avec l'inauguration de l'« anneau de la mémoire » à Notre-Dame-de-Lorette, où David Cameron, quoiqu'annoncé, était absent, la presse s'est faite l'écho des réserves britanniques, quant à la liste de victimes de Flandres et d'Artois, gravée par ordre alphabétique, où les nationalités sont mêlées indistinctement. Mais en réalité, rien n'a filtré d'officiel sur ces tensions. De la même façon, les autorités britanniques auraient été froissées de ne pas avoir été associées aux commémorations de la bataille de la Marne, en France en septembre 2014, alors que le corps expéditionnaire britannique participait à ces combats.

Le Centenaire de 1914, mis en scène comme un moment d'unité nationale, se télescope ainsi avec les enjeux politiques du moment, y compris les moins glorieux. Le parti conservateur, au pouvoir depuis 2010 (dans une coalition avec le parti libéral jusqu'en mai 2015, seul depuis), subit la concurrence directe du parti europhobe et anti-immigrés United Kingdom Independence Party (UKIP). Celui-ci, parvenu en tête aux élections européennes du 22 mai 2014, a obtenu 3,9 millions de voix lors des élections législatives du 7 mai 2015. Du coup, les hommes politiques conservateurs ne sont pas avars de propos ou de gestes symboliques anti-européens.

---

<sup>5</sup> Voir Gerhard Hirschfeld, « La Grande Guerre dans la mémoire britannique au temps du centenaire, 1920 – 2014 », sur ce site de l'Observatoire du Centenaire.

## Une polémique gouvernementale

Le Centenaire avait démarré par un coup de canon. Michael Gove, alors ministre de l'éducation avait entamé 2014 par une tribune caricaturale dans le journal populaire de droite *The Daily Mail*. Il expliquait que la « gauche abaisse les vrais héros britanniques »<sup>6</sup> : « Pour beaucoup, le conflit est vu à travers le prisme fictionnel de pièces comme *Oh ! What a Lovely War*<sup>7</sup>, *The Monocled Mutineer*<sup>8</sup> et *Blackadder*<sup>9</sup>, comme un désastre mal conçu, une série d'erreurs catastrophiques perpétrées par une élite dépassée. Encore aujourd'hui, il y a des universitaires de gauche trop heureux de nourrir ces mythes. » Il se lançait ensuite dans une attaque en règle contre l'historien Richard Evans, accusé d'avoir dit que l'engagement des Britanniques en 1914 n'était pas juste. Et de mettre en exergue une série d'historiens révisionnistes, qui ont réhabilité Douglas Haig (Gary Sheffield) ou les officiers ayant conduit la bataille de la Somme (William Philpott), largement considérés dans le grand public comme, au mieux, des incapables. La polémique ainsi lancée ne semble guère avoir servi son initiateur, qui s'est attiré une réplique cinglante d'Evans, alors titulaire de la prestigieuse chaire de *Regius Professor* d'histoire à l'université de Cambridge, et figure un peu connue du grand public. « Michael Gove montre de nouveau son ignorance de l'Histoire », a rétorqué Evans. Il a critiqué en particulier la « guerre juste », la « noble cause », menée aux yeux de Gove par des hommes « engagés dans la défense de l'ordre libéral à l'Ouest ». Un des deux principaux alliés de la Grande-Bretagne était la Russie de Nicolas II, encore plus despotique que ne l'était l'Empire allemand, a rappelé Evans, alors qu'au Royaume-Uni, 40% des hommes n'avaient pas le droit de vote<sup>10</sup>. Certains des historiens involontairement enrôlés par Gove s'en sont désolidarisés, à l'instar de Margaret MacMillan, professeur à Oxford et fréquemment interrogée dans les médias. Si la controverse, relayée par quelques autres dirigeants conservateurs comme le maire de Londres Boris Johnson, visait surtout à flatter une certaine nostalgie, il semble que l'arroseur ait été arrosé. Certes, certains défendaient un point de vue similaire à celui de Gove, à l'instar de Nigel Biggar, *Regius Professor* de théologie pastorale et morale à Oxford<sup>11</sup>. Mais le ministère des Affaires étrangères et le gouvernement en général n'étaient pas preneurs d'une polémique avec l'Allemagne sur les responsabilités de la guerre.

Cependant, les propos de Gove s'inscrivaient dans une tentative plus générale de réhabiliter l'effort de guerre britannique, dans un pays où celui-ci est souvent vu comme le massacre sans objet de centaines de milliers de soldats, des « lions menés par des ânes », selon l'expression consacrée depuis les années 1960<sup>12</sup>. Interrogée par BBC 4 le 10 juin 2013 sur les objectifs de la guerre, la ministre Maria Miller avait ainsi répondu : « A ce stade dans l'histoire de la Grande-Bretagne, il était important qu'il y ait une guerre qui garantisse que l'Europe puisse être un ensemble de pays qui étaient forts et pouvaient travailler ensemble »<sup>13</sup>. Même à droite, cette interprétation saugrenue ne fait pas consensus ; l'historien néo-conservateur Niall Ferguson, qui soutint en 2003 l'intervention américano-britannique en Irak, avait ainsi défendu la thèse selon laquelle le Royaume-Uni aurait dû rester à l'écart de la Grande Guerre<sup>14</sup>.

---

<sup>6</sup> «Why does the Left insist on belittling true British heroes? MICHAEL GOVE asks damning question as the anniversary of the First World War approaches», *The Daily Mail*, 2 janvier 2014

<sup>7</sup> *Ah Dieu ! Que la guerre est jolie !* Pièce antimilitariste mise en scène en 1963 par Joan Littlewood pour le Theatre Workshop, adaptée à l'écran par Richard Attenborough en 1967.

<sup>8</sup> Série télévisée diffusée sur BBC1, et vue par dix millions de téléspectateurs, en 1986, alors que Margaret Thatcher était Premier ministre, *Le mutin au monocle* fut très largement attaqué par la presse conservatrice pour sa représentation de la mutinerie d'Étaples.

<sup>9</sup> Quatrième et dernière saison de la série comique *Blackadder*, *Blackadder goes forth*, diffusée à la télévision en 1989, tournait la guerre en ridicule, avec le comédien Rowan Atkinson dans le premier rôle.

<sup>10</sup> Richard Evans, «Michael Gove shows his ignorance of history – again», *The Guardian*, 6 janvier 2014.

<sup>11</sup> Nigel Biggar, « Was Britain right to go to war in 1914 ? », *Standpoint*, 55, septembre 2013, pp. 40-44.

<sup>12</sup> Alan Clark, *The Donkeys*, 1961.

<sup>13</sup> Cité in Spiers *op. cit.*

<sup>14</sup> Niall Ferguson, *The Pity of war*, New York, Basic Books, 1998.

La polémique lancée par Gove, si elle a été la plus acerbe, n'a pas été la seule de ce Centenaire. Une partie de la presse et de l'opinion de gauche s'est indignée de l'avalanche de programmes, de publications, d'expositions et de manifestations en tout genre. Le journaliste Simon Jenkins a ainsi dénoncé une « pornographie nocturne de violence », en fustigeant la comparaison, faite par Cameron, du jeu de Poutine en Ukraine avec celui de l'Allemagne sous Guillaume II, et sous Hitler<sup>15</sup>. De façon plus structurée, la coalition « Stop the war », mise en place en 2001 contre la « guerre à la terreur », et restée active depuis, a lancé une campagne « No Glory in War ». Celle-ci s'est notamment traduite par un site Internet (noglory.org), une brochure<sup>16</sup> et l'organisation de dizaines de réunions sur les causes de la guerre, le mythe de la « guerre pour la démocratie » et sur la nature du souvenir. Elle a diffusé une lettre ouverte signée par des personnalités – l'ancien dirigeant travailliste Tony Benn, les acteurs Jude Law et Alan Rickman, le réalisateur Ken Loach, le poète-lauréat Carol Ann Duffy – critiquant des commémorations gouvernementales censées exalter l'« esprit national », et soulignant que la Première Guerre mondiale « était [...] motivée par la concurrence des grandes puissances pour l'influence dans le monde »<sup>17</sup>. Cette campagne est une des rares qui soient parvenues à rompre quelque peu le consensus national.



Manifestation pacifiste à Glasgow, le 4 août 2014, dans le cadre de la campagne « No Glory in War »

Certes, le gouvernement s'est ensuite offert quelque répit, en août 2014, avec l'opération artistique des coquelicots de la Tour de Londres. D'autres commémorations ont été médiatisées, comme les cérémonies organisées le 4 août 2014 à Westminster Abbey et au cimetière militaire de St-Symphorien (près de Mons, en Belgique), avec le prince William et son épouse. Ou comme l'inauguration d'une arche à Folkestone par le prince Harry ce même jour, pour rendre hommage aux millions de soldats qui passèrent par ce port de la Manche au cours de la guerre. Et, les 3 et 4 août 2014, de nombreuses

<sup>15</sup> Simon Jenkins, "The Great War has become a nightly pornography of violence", *The Guardian*, 4 août 2014.

<sup>16</sup> Neil Faulkner, *No Glory : The real history of world war one*, 2013, 36 p.

<sup>17</sup> <http://noglory.org/index.php/open-letter>

messes du souvenir ont été célébrées, tandis que des couronnes étaient déposées sur les mémoriaux, lors de cérémonies à travers le pays<sup>18</sup>.

### Les enjeux politiques du Centenaire

Dans un contexte où l'échiquier politique penche ainsi à droite, l'exaltation de l'Empire n'est pas non plus fortuite. Si la fraction de l'électorat éduquée dans la nostalgie coloniale se réduit avec le temps, elle pèse dans la vie politique britannique. Ni l'armée, ni le parti conservateur, qui fut historiquement le « parti de l'Empire », ne rechignent à mobiliser des références impériales. La Reine reste à la tête du Commonwealth des nations, et elle est même le chef d'État de 15 des pays membres de cette association héritée de l'Empire. Les membres de la famille royale se rendent régulièrement en visite dans ces territoires. Inaugurée par David Cameron et le prince William en juillet 2014, la nouvelle galerie que l'Imperial War Museum a consacrée à la Première Guerre mondiale, très moderne dans sa conception et attirant un large public, exalte de façon cocardière l'expérience de guerre des Britanniques et de leur Empire. A la différence de la plupart des galeries et des musées récents, elle néglige complètement l'expérience de guerre des autres pays belligérants. Sur la commémoration du Centenaire se superpose ainsi, à travers le filtre des exigences contemporaines du politiquement correct, l'exaltation d'une époque révolue, où la Grande-Bretagne dominait le plus grand Empire colonial.



La nouvelle galerie consacrée à la Grande Guerre à l'Imperial War Museum de Londres

Les autorités ont voulu célébrer la contribution des soldats issus des colonies de la Couronne. Cela fait longtemps que les anciens dominions – Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et Afrique du Sud – sont associés aux commémorations britanniques, pour des raisons historiques. Engagés dans la guerre dès la déclaration britannique, ces pays avaient alors fourni des troupes et des ressources en quantité. Il est vrai que 62 000 Australiens, 67 000 Canadiens et Terre-Neuviens (deux dominions alors distincts), 18 000 Néo-Zélandais et 12 000 Sud-Africains furent tués pendant la guerre. C'étaient des colonies de peuplement, où la plupart des engagés et des conscrits étaient soit des immigrants de Grande-Bretagne et d'Irlande, soit des descendants directs. Cependant, les autorités britanniques avaient également mobilisé dans les colonies de la Couronne – non dotées de *self-government* car non blanches dans leur population – des troupes pour le combat, pour la logistique et pour l'économie de guerre. L'Inde britannique perdit ainsi 74 000 hommes et le reste des colonies de la Couronne quelque 35 000. Ils

<sup>18</sup> Edward M. Spiers, *op. cit.*, p. 9.

n'ont fait l'objet que d'une reconnaissance tardive, avec l'inauguration de « Memorial Gates » dédiées aux soldats du sous-continent indien, à Hyde Park à Londres, en 2002. C'est dans le même souci de s'adresser aux populations issues de l'immigration que le gouvernement Cameron a pris soin de mettre en scène des gestes en mémoire des soldats issus des colonies. Entre autres choses, il a lancé un programme de transformation d'un ancien cimetière pour soldats musulmans, à l'est de Londres, en un jardin de la paix (*peace garden*, photo ci-dessous)<sup>19</sup>. Des choix dont les visées domestiques ont valu au gouvernement d'être accusé de minimiser les contributions des « Anzac » au profit des soldats issus de colonies d'Afrique ou d'Asie<sup>20</sup>.



Un autre enjeu de politique intérieure est venu télescopier les cérémonies du Centenaire : le référendum sur l'indépendance écossaise du 18 septembre 2014. 700 000 Ecossois ont combattu dans la Première Guerre mondiale sous les couleurs de l'Union Jack, et plus de 100 000 d'entre eux sont morts – un chiffre parfois étendu par les nationalistes à 145 000, pour inclure les « Ecossois » de la diaspora. Le gouvernement écossais, dirigé depuis 2011 par le Scottish National Party (indépendantiste) a mis en place son propre programme d'événements commémoratifs. Il a constitué en 2013 un « panel » de onze personnes – historiens, ecclésiastiques, militaires et journalistes –, présidé par l'ancien aumônier militaire Norman Drummond et chargé de recommander un programme commémoratif, qui reflète en particulier le « rôle et le sacrifice des soldats écossais ». Ainsi, des batailles où les régiments écossais ont joué un rôle de premier plan (Loos en 1915, Arras en 1917), seront particulièrement commémorées, ainsi que d'autres événements spécifiquement écossais comme l'accident de Quintishill (226 morts, surtout des soldats écossais, dans une collision ferroviaire le 22 mai 1915) ou le naufrage du HMY Iolaire (205 marins morts le 1<sup>er</sup> janvier 1919). Certes, l'armée

<sup>19</sup> “Stephen Williams launches restoration programme of First World War Muslim burial ground”, 11 décembre 2014. <https://www.gov.uk/government/news/stephen-williams-launches-restoration-programme-of-first-world-war-muslim-burial-ground>, consulté le 16 janvier 2015.

<sup>20</sup> “Government accused of ‘social engineering’ over WW1 plans”, *The Telegraph*, 9 janvier 2014. <http://www.telegraph.co.uk/history/world-war-one/10561430/Government-accused-of-social-engineering-over-WW1-plans.html> Consulté le 6 mars 2015.

britannique, qui favorisait les identités locales dans la constitution de ses unités combattantes, comptait des régiments écossais, qui ont combattu sur les différents théâtres d'opération. Mais l'exécutif écossais doit composer avec le fait que ces régiments combattaient dans le cadre de l'armée britannique et comptaient souvent des non-Ecossais, tandis que nombre d'Ecossais ont servi dans des régiments mixtes, par exemple dans des régiments anglo-écossais de Londres, Liverpool, Newcastle ou Manchester. Les Ecossais avaient émigré en nombre vers les Dominions avant-guerre, et le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud avaient leurs propres régiments écossais, avec kilts et cornemuses, tandis que des Ecossais émigrés aux Etats-Unis rejoignaient les forces britanniques ou canadiennes. Une exposition au National Museum of Scotland d'Edimbourg a mis en valeur ces expériences, inscrivant ainsi l'identité écossaise dans celle des destinées de l'Empire – un thème classique de la nouvelle histoire impériale<sup>21</sup>.

De leur côté, les autorités britanniques espéraient que les cérémonies du Centenaire favoriseraient l'unionisme et scelleraient la victoire du « Non » dans le référendum du 18 septembre sur l'indépendance de l'Écosse. Il n'est pas fortuit que la principale cérémonie du 4 août 2014 se soit tenue à Glasgow, en présence du prince Charles et du Premier ministre David Cameron, aux côtés du « First Minister » écossais Alex Salmond et de chefs de gouvernement du Commonwealth, dans la foulée des Jeux du Commonwealth. Au vu des résultats du référendum – 45 % de oui et un afflux d'adhésions au SNP – et du large succès des nationalistes lors des élections législatives du 7 mai, l'effet « Centenaire » sur l'unionisme n'est pas manifeste en Écosse.

### **Objection de conscience et fraternisations au prisme du Centenaire**

Il était également intéressant de voir si ces premières commémorations seraient l'occasion d'un changement d'attitude officielle vis-à-vis des différentes formes de refus de guerre : objection de conscience, fraternisations et mutineries. La Grande-Bretagne s'était distinguée par l'importance de l'objection de conscience – certes minoritaire, mais totalisant quand même quelque 16 000 hommes, souvent emprisonnés pendant plusieurs années, en plus d'avoir subi l'opprobre dans leur communauté. Hors de tout cadre officiel, une cérémonie a été organisée à la mémoire de ces hommes à Londres le 15 mai, lors de la journée internationale de l'objection de conscience, par la « Peace Pledge Union », une organisation pacifiste née en 1934. Localement, le pacifisme s'exprime également par le dépôt de coquelicots blancs, apparus dans les années 1920 comme symboles d'opposition à la guerre ; il arrive qu'ils fassent l'objet d'incidents.<sup>22</sup> En 2016, lors du centenaire de l'introduction de la conscription, des organismes ont prévu d'évoquer cette résistance. L'Imperial War Museum s'est ainsi engagé à mettre en ligne le registre des objecteurs de conscience britanniques établi par Cyril Pearce, et à organiser une exposition sur le thème « Peace and protest » (paix et contestation) à l'automne 2016<sup>23</sup>, dans une contradiction apparente avec la tonalité des nouvelles galeries. Le Heritage Lottery Fund a également financé des organisations dont les projets mettent en valeur l'histoire des refus de guerre et devrait poursuivre dans ce sens. En revanche, le gouvernement n'a fait aucune déclaration publique à ce propos.

---

<sup>21</sup> « Common Cause : Commonwealth Scots and the Great War », 11 juillet-12 octobre 2014. Voir le catalogue : Stuart Allan, David Forsyth, *Common Cause : Commonwealth Scots and the Great War*, Edimbourg, NMSE, 2014.

<sup>22</sup> Voir par exemple, Alicia Melville-Smith, "Peace campaigners outraged after white poppy wreaths torn down from Aberystwyth War Memorial", 17 November 2014, walesonline.co.uk

<sup>23</sup> Sur les objecteurs de conscience, on notera le travail de Cyril Pearce qui, après son ouvrage consacré aux objecteurs de Huddersfield (Yorkshire), prépare un livre sur le phénomène à l'échelle nationale : *Communities of Resistance: Patterns of Dissent in Britain during the First World War* (à paraître en 2015, chez Francis Boutle).





Les objecteurs de conscience à la prison de Wakefield (West Yorkshire) - © Imperial War Museum

En 2006, les quelque 300 fusillés (*shot at dawn*) des troupes de l'Empire britannique avaient déjà fait l'objet d'une « grâce posthume » (*pardon*), bien que la loi alors adoptée précise que la grâce « n'affectait aucune condamnation ».



Monument « Blindfold and Alone » (« Seul et les yeux bandés »), érigé en 2001 au National Memorial Arboretum, à Alrewas, dans le Staffordshire

En fait, la principale manifestation publique a concerné la fraternisation de Noël 1914 quand quelque 30 000 soldats britanniques issus de 44 bataillons d'infanterie sortirent des tranchées pour fraterniser. La célébration de cet épisode s'est focalisée sur les matchs de football qui opposèrent 20 ou 30 soldats des deux camps ces jours-là. Avec le soutien du pouvoir et la participation du prince William, les institutions du football (Premier League, Football Association...) ont œuvré à cette

appropriation, notamment à travers des centaines de brèves cérémonies lors des matches de football professionnels et amateurs disputés au cours du week-end des 6 et 7 décembre, où les joueurs des deux équipes étaient invités à poser ensemble. Les écoles ont été invitées à organiser des activités autour de cette célébration, avec tout un matériel pédagogique intitulé « Football remembers » (le football se souvient), diffusé par le British Council<sup>24</sup>. L'UEFA a organisé une reconstitution médiatisée<sup>25</sup>, et différentes sculptures et mémoriaux ont figé l'épisode, par exemple dans les restes de l'église St Luke à Liverpool. Ces différentes célébrations contribuent à faire des rares rencontres de football entre soldats des deux camps les symboles des fraternisations, dont elles ne furent pourtant qu'un aspect marginal. Cette appropriation d'un refus de guerre par l'establishment peut étonner. Elle témoigne de la place acquise par le sport dans les sociétés contemporaines, mais aussi de l'émergence d'un possible consensus autour d'une présentation dépolitisée de la trêve de Noël 1914, un refus de guerre qui peut plus aisément être intégré au récit national que l'objection de conscience, le pacifisme et a fortiori les mutineries.



Le 12 décembre 2014, le prince William inaugure un mémorial à la trêve de Noël, au National Memorial Arboretum

\*

Si le canevas général des cérémonies a été défini, leurs modalités peuvent évoluer en fonction des développements politiques des mois à venir. Les élections législatives du 7 mai 2015 ont donné une majorité absolue au Parti conservateur, qui s'est engagé pendant la campagne à organiser un

<sup>24</sup> <https://schoolsonline.britishcouncil.org/classroom-resources/football-remembers>

<sup>25</sup> Voir Alexandre Lafon, « L'UEFA dans le Centenaire de la Première Guerre mondiale. La Cérémonie des trêves de Noël du 11 décembre 2014 » et Martin Mourre « Les cérémonies locales de la "Christmas Truce" en Belgique : entre reconstitution historique et patrimoine transnational (2014), » Sur ce site de l'Observatoire du Centenaire : <https://www.univ-paris1.fr/autres-structures-de-recherche/observatoire-du-centenaire/rites-et-ceremonies/>

référendum sur l'appartenance à l'Union européenne. Alors que le parti UKIP a obtenu 12,6 % des voix, malgré un mode de scrutin qui lui est défavorable, et qu'une partie des Tories est travaillée par l'euroscepticisme, les mois qui viennent vont être propices à des envolées anti-européennes. En Écosse, le scrutin du 7 mai a été marqué par un raz-de-marée du SNP qui a emporté 50% des voix, et 56 des 59 sièges à Westminster ; il est donc à envisager que les futures commémorations y soulignent d'autant plus les particularités de l'engagement écossais. Le nationalisme anglais taraude une partie des conservateurs, qui demandent souvent pourquoi l'Angleterre ne dispose pas de son propre Parlement, à l'instar de l'Écosse, du pays de Galles ou de l'Irlande du Nord. Les dirigeants conservateurs cherchent cependant à ménager les susceptibilités écossaises, et préfèrent exalter les réussites du Royaume-Uni que celles de l'Angleterre. Comme souvent, les formes prises par les manifestations du Centenaire nous en disent tout autant sur les enjeux politiques contemporains que sur le passé qu'elles commémorent.



2 juillet 2015